



PROGRAMME
EUROPE,
UNION EUROPÉENNE,
OTAN

MOURIR POUR ZILUPE ? LA GUERRE QUI VIENT

Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS,
avocat au barreau de Bruxelles

Mai 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS,
avocat au barreau de Bruxelles

Frédéric Mauro est chercheur associé à l'IRIS, avocat au barreau de Bruxelles, spécialiste des questions de défense européenne. Il est l'auteur de plusieurs rapports pour la Commission européenne et le Parlement européen, dont le futur de la recherche de défense européenne, la coopération structurée permanente, le Livre blanc de défense européen et la planification de défense.



PROGRAMME
**EUROPE,
UNION EUROPÉENNE,
OTAN**

Le programme Europe, UE, OTAN vise à analyser d'une part les mutations du continent européen sur le plan politique, économique et stratégique et, d'autre part, à décrypter les rôles respectifs de l'Union européenne et de l'OTAN dans les affaires géopolitiques mondiales.

Il s'appuie sur des études et notes de consultance, des capsules vidéos et audios, des séminaires restreints, des conférences grand public et des formations continues et initiales.

Il est co-dirigé par Federico Santopinto, directeur de recherche à l'IRIS, et Louise Souverbie, chercheuse à l'IRIS.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

« Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. »,
 Antoine de Saint Exupéry.

PROLOGUE

Octobre 2026, Riga : le parti populiste Lettonie d'abord (LPV) de Ainārs Šlesers arrive en tête des élections et remporte vingt sièges sur les cents de la *Saeima*, le parlement letton. Son discours anti-immigration, critique de la politique pro-ukrainienne et des sanctions contre la Russie, a séduit une partie significative de l'électorat. C'est le cas surtout dans la circonscription de Latgale, frontalière avec la Russie, qui compte jusqu'à 50 % de russophones dans certaines zones urbaines. Son parti n'est pas en mesure de participer à une coalition de gouvernement, mais il reste influent et renforce sa propagande.

Novembre 2026, Washington : Donald Trump a perdu les élections de mi-mandat, mais refuse de reconnaître sa défaite électorale. Il plonge les États-Unis dans une crise constitutionnelle et politique majeure. Des violences éclatent dans le pays et des représentants et des sénateurs élus sont interdits d'accès au Capitole. Malgré cela, une procédure d'*impeachment* est initiée à la chambre des Représentants.

Janvier 2027, Moscou : la guerre avec l'Ukraine s'enlise et le front n'évolue plus. Il recule même par endroits depuis le printemps 2026. Les dégâts occasionnés par les missiles et les drones ukrainiens à l'industrie pétrolière russe ont mis celle-ci quasiment à l'arrêt. Vladimir Poutine ordonne la mobilisation générale.

Avril 2027, détroit de Taïwan : la chasse taïwanaise abat un avion de combat chinois qui évoluait dans son espace aérien. Pékin utilise cet incident pour justifier une « réponse proportionnée ». Xi-Jinping annonce des « exercices militaires », coupant de fait toutes les routes maritimes et aériennes autour de l'île. Les marchés financiers mondiaux réagissent violemment. Les États-Unis déploient deux porte-avions et des sous-marins nucléaires dans la région. La crise peut dégénérer à tout moment¹.

2 Mai 2027, Paris : un nouveau président de la République est élu. Il accepte la démission du gouvernement en place et annonce des élections législatives pour le mois de juin.

¹ « Taïwan se prépare à une invasion chinoise en 2027 », *Le Grand Continent*, 20 mars 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/03/20/taiwan-se-prepare-a-une-invasion-chinoise-en-2027/> – Voir aussi, Andreas Fulda, « Si la Chine envahit Taïwan », *Le Grand Continent*, 19 avril 2026, <https://legrandcontinent.eu/fr/2026/04/19/si-la-chine-envahit-taiwan/>.

7 Mai 2027 dans la nuit : les troupes russes entrent en Lettonie et s'emparent de la petite ville de Zilupe, point de passage routier et ferroviaire important entre les deux pays et situé à proximité immédiate de la frontière. Elles font face à la brigade multinationale de l'OTAN commandée par le Canada, 2 200 hommes, qui ne comportent aucune troupe française ou britannique, ni aucune troupe allemande ou polonaise. Toutes ensemble les troupes de l'OTAN comptent environ 4 000 hommes, en appui des 8 000 soldats professionnels lettons, des 10 000 gardes nationaux et des 30 000 réservistes. Depuis l'été 2026, le président américain tout à sa décision de « punir les Européens » qui ne l'ont pas aidé en Iran a retiré le peu de soldats américains qui s'y trouvaient. Conformément à leur doctrine, les Russes charrient une puissance de feu considérable, mais qui reste sur leur territoire, obligeant les Européens à assumer le coût politique d'une frappe sur la Russie².

8 mai 2027 au matin : Vladimir Poutine, lance un ultimatum aux Européens pour qu'ils cessent toute aide financière et militaire à l'Ukraine, sans quoi il continuera son invasion des territoires baltes, dont il rappelle les liens historiques avec la Russie. Dans le même temps, il ordonne au ministre de la Défense et au chef d'état-major de « mettre les forces de dissuasion de l'armée russe en régime spécial d'alerte au combat³. »

8 mai 2027 : le gouvernement de coalition letton invoque l'article 5 du traité de l'Atlantique nord et appelle au secours les alliés de l'OTAN.

Que va faire Donald Trump, toujours en fonction, obsédé par le blocus du détroit d'Ormuz qui pèse toujours sur l'économie mondiale, et maintenant par celui de Taïwan, mais aussi par sa réélection qu'il prévoit de fêter dans la nouvelle salle de bal de la Maison-Blanche qu'il vient juste d'inaugurer ? Et que va faire le nouveau président français qui n'a toujours pas eu le temps de nommer son Premier ministre ?

Il ne s'agit pas ici de prédire l'avenir, mais d'essayer de comprendre comment, dans l'hypothèse où un orage parfait surviendrait, et, compte tenu des enseignements de la guerre en Ukraine, l'évolution de la doctrine nucléaire française pourrait, dans l'avenir, offrir une réponse idoine.

² Sur le choix de Zilupe voir l'étude de : Stéphane Audrand, « Par où Poutine attaquera-t-il l'Europe ? », le Grand Continent, 12 décembre 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/12/12/par-ou-poutine-attaquera-t-il-leurope/> – Voir aussi interview de Céline Bayou, « Poutine pourrait lancer une offensive conventionnelle contre les pays Baltes », *Le Figaro*, 17 avril 2026, <https://www.lefigaro.fr/international/celine-bayou-vladimir-poutine-pourrait-lancer-une-offensive-de-grande-ampleur-contre-les-pays-baltes-20260416>.

³ Formule utilisée par Vladimir Poutine dimanche 27 février 2022, soit au quatrième jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et qui consiste en réalité en une simple augmentation du nombre de personnels chargé d'opérer les armes nucléaires dans les quartiers généraux des forces stratégiques.

UN VIDE STRATÉGIQUE S'EST OUVERT AUX MARGES DE L'UNION EUROPÉENNE

Zilupe : un pari audacieux pour arrêter l'aide européenne à l'Ukraine

Quelles raisons pourraient pousser le président russe à envahir un pays européen, alors même qu'il a assené à plusieurs reprises qu'il n'en avait pas l'intention⁴ ?

Tout d'abord, il est possible que Vladimir Poutine prenne conscience que le temps ne joue pas en sa faveur, car plus le temps passe et plus les États européens se réarment. Non seulement ils investissent massivement dans les personnels et les équipements militaires, mais de surcroît les technologies qu'ils développent risquent de creuser le fossé avec les armes dont dispose ou disposera la Russie à terme⁵ et que son économie peine à fournir seule.

Paradoxalement, le délitement du lien transatlantique pourrait accroître les menaces pour le Kremlin. En effet, le fait que des armes européennes compenseraient le retrait de celles déployées par les États-Unis entraînerait un environnement plus complexe et plus imprévisible en l'absence d'un hégémon, garant unique de la sécurité, rôle joué par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale⁶.

En outre, la perspective d'une course aux armements nucléaires en Europe avec des forces de dissuasion nucléaire polonaise, suédoise ou même allemande⁷ s'ajoutant aux arsenaux

⁴ Lors d'un forum économique à Moscou le 2 décembre 2025 Vladimir Poutine a déclaré : « Nous n'avons pas l'intention de faire la guerre à l'Europe, mais si l'Europe le souhaite et commence, nous sommes prêts dès maintenant ». Stanislas Vasak, « Si l'Europe veut "la guerre" avec la Russie, "nous sommes prêts", lance Vladimir Poutine », *France culture*, 2 décembre 2025, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/journal-de-18h/journal-de-18h-emission-du-mardi-02-decembre-2025-4359682>.

⁵ Voir, par exemple, sur l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes de contrôle et commandement : Rudy Ruitenberg, « France readies AI-powered combat data-management similar to US 'Maven' » *Defense News*, 17 avril 2026, <https://www.defensenews.com/global/europe/2026/04/16/france-readies-ai-powered-combat-data-management-similar-to-us-maven/>.

⁶ Eugene Rumer, « Belligerent and Beleaguered: Russia After the War with Ukraine », *Carnegie*, 19 Mars 2026, <https://carnegieendowment.org/research/2026/03/russia-ukraine-postwar-divided-european-security>.

⁷ Naman Karl-Thomas Habtom, « Don't Normalize the Nordic Nuke », *Foreign Policy*, 30 janvier 2026, <https://foreignpolicy.com/2026/01/30/nuclear-weapons-nordic-scandinavia-sweden-finland-norway-denmark-russia-greenland/>. En mars 2025, le Premier ministre polonais, Donald Tusk, déclarait devant son Parlement : « La Pologne doit se doter des capacités les plus avancées, notamment en matière d'armes nucléaires et d'armes non conventionnelles modernes. » : Louise Souverbie « La dissuasion nucléaire vue de la Pologne : au cœur des recompositions stratégiques en Europe », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*, 24 septembre 2025, <https://www.iris-france.org/presse/la-dissuasion-nucleaire-vue-de-la-pologne-au-coeur-des-recompositions-strategiques-en-europe/#:~:text=Dans%20le%20contexte%20de%20la%20guerre%20en,pas%20en%20soi%20que%20la%20Pologne%20pourrait>. En février 2026, lors d'une interview télévisée, le président Karol Nawrocki a exprimé sa conviction que la Pologne devrait « posséder ses propres capacités nucléaires, énergétiques, civiles et militaires » : « Pour son président, la Pologne devrait se doter de l'arme nucléaire face à la menace russe », *L'Opinion*, 16 février 2026, <https://www.lopinion.fr/international/pour-son-president-la-pologne-devrait-se-doter-de-larme-nucleaire-face-a-la-menace-russe>. En juillet 2025, le président du groupe de la CDU au Bundestag allemand, Jens Spahn, déclarait : « Des bombes nucléaires américaines sont également stationnées en Allemagne à cette fin. Mais, à long terme, cela ne suffit pas. Nous devons discuter d'une participation allemande ou européenne à l'arsenal nucléaire de la France et du Royaume-Uni, et

nucléaires français et britannique ne manquerait pas d'inquiéter profondément le Kremlin⁸, tout comme la probabilité que la Pologne, l'Allemagne et plusieurs autres pays européens se dotent de missiles balistiques équipés d'ogives conventionnelles⁹.

Vladimir Poutine, a montré par le passé qu'il était un acteur stratégique opportuniste et audacieux, capable de traverser la plus petite fenêtre d'opportunité pour s'emparer de ses proies lorsqu'il pensait qu'elles pouvaient s'offrir à lui. Or, le fait que les États-Unis soient occupés à l'intérieur et à l'extérieur et qu'un nouveau président français à peine élu et sans son propre gouvernement arrive à la tête de la seule puissance nucléaire européenne autonome constituerait une sorte d'alignement astral, la dernière opportunité peut être, non pas tant pour s'emparer de territoires européens, que pour faire cesser l'aide à l'Ukraine et donc espérer en finir avec cette guerre interminable.

Le pari est audacieux, mais il pourrait être tenté. En voici les raisons.

Vladimir Poutine pourrait reproduire le chantage nucléaire qui a si bien marché en Ukraine pour intimider les États-Unis et les Européens

Le « chantage » (nucléaire), terme utilisé par le président de la République française dans son discours de l'île Longue le 2 mars 2026¹⁰ s'apparente, sans le recouvrir parfaitement, au concept plus familier de « sanctuarisation agressive ». Ce terme inventé par l'expert français Jean-Louis Gergorin au début des années 1990 désigne le fait pour un pays doté de l'arme nucléaire de profiter de sa liberté d'action pour faire des provocations limitées ou des prises de terre dans les pays voisins, non dotés de l'arme nucléaire¹¹.

éventuellement de notre propre participation avec d'autres États européens. Cela coûtera cher. Mais ceux qui veulent une protection doivent aussi la financer.» : Amaury Coutansais-Pervinquier, « Parapluie nucléaire européen : "Cela ne fonctionnera qu'avec le leadership allemand", assure un élu du Bundestag », *Le Figaro*, 8 juillet 2025, <https://www.lefigaro.fr/international/parapluie-nucleaire-europeen-cela-ne-fonctionnera-qu-avec-le-leadership-allemand-assure-un-elu-du-bundestag-20250703>.

⁸Ulrich Kühn, « Is Europe Moving to an Independent Nuclear Deterrent? », *Arms Control Association*, mai 2025, <https://www.armscontrol.org/act/2025-05/features/europe-moving-independent-nuclear-deterrent>.

⁹ Voir, par exemple, Sebastian Sprenger, « Lockheed Vows Quick Action on German Typhon Missile Launcher Request », *Defense News*, 28 juillet 2025, <https://www.defensenews.com/global/europe/2025/07/28/lockheed-vows-quick-action-on-german-typhon-missile-launcher-request/>.

¹⁰ « Je dois à la Nation, pour aujourd'hui mais aussi pour l'avenir, l'assurance absolue que notre dissuasion demeurera crédible et qu'au moment des circonstances extrêmes, elle nous soustraira à tout chantage et toute capitulation. » : « Déplacement sur la base opérationnelle de l'île Longue », *Élysée*, 2 mars 2026, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/03/02/deplacement-sur-la-base-operationnelle-de-lile-longue>.

¹¹ Bruno Tertrais, « Quel avenir pour la dissuasion nucléaire », *Fondation pour l'innovation politique*, p. 25, octobre 2022, <https://www.fondapol.org/app/uploads/2022/10/211-dissuasion-nucleaire-fr-2022-10-03-w-1.pdf> et Bruno Tertrais, « Nucléaire : face à Poutine, une dissuasion à l'europpéenne, conversation avec Bruno Tertrais. », *Le Grand Continent*, 11 mars 2024, <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/03/11/nucleaire-face-a-poutine-une-dissuasion-a-leuropeenne-conversation-avec-bruno-tertrais/>.

Or, c'est un fait, la possession par la Russie d'armes nucléaires, ainsi que les nombreuses menaces des autorités russes entretenant une sorte de « bruit nucléaire », ont contribué, c'est le moins que l'on puisse dire, à inhiber les pays occidentaux dès le 24 février 2022¹².

Non seulement les États-Unis et les États européens ne sont pas intervenus militairement, ne fût-ce qu'en interdisant le ciel ukrainien aux avions russes (pas de *no-fly-zone*), mais ils n'ont décidé que très progressivement de fournir des armes aux Ukrainiens et uniquement dans la mesure où lesdites armes ne permettraient pas de frapper le territoire russe.

Dès lors, pourquoi ce qui a marché en Ukraine ne marcherait-il pas en Lettonie ? À cause de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord ? « Un simple tigre de papier » pour reprendre les mots de Donald Trump. D'autant que Vladimir Poutine a modifié la doctrine nucléaire russe en 2024¹³. Ce changement a été présenté comme une réponse à la réalité de la guerre en Ukraine et comme un signal adressé à l'Occident, notamment après l'utilisation par l'Ukraine de missiles américains à longue portée sur le territoire russe. On peut y voir la volonté, pour la Russie, de restaurer tout le potentiel dissuasif de sa sanctuarisation agressive : « je vous attaque, mais vous ne pouvez pas riposter au-dessus du seuil de mes intérêts vitaux, sans risquer une riposte nucléaire ».

Jusqu'alors, la doctrine russe (version 2020) prévoyait l'utilisation de l'arme nucléaire uniquement en cas d'attaque nucléaire ou d'attaque conventionnelle « menaçant l'existence même de l'État russe ». La nouvelle doctrine élargit considérablement le champ d'application : une attaque conventionnelle massive, même menée par un État non nucléaire, mais soutenue par une puissance nucléaire (comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France dans le cas de l'Ukraine), est désormais considérée comme une attaque conjointe contre la Fédération de Russie et ses alliés. Cette nouvelle doctrine russe rend d'autant plus plausible le scénario de Zilupe.

¹² Claire Mills, « Russia's use of nuclear threats during the Ukraine conflict », Research Briefing, *House of Commons Library*, Number 9825, 20 décembre 2024, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-9825/CBP-9825.pdf> – Voir aussi Liviu Horovitz and Michal Smetana, « Russia's Nuclear Signaling in the War Against Ukraine: A Chronology of the Biden Era », working papers, *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*, 3 décembre 2025, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/russias-nuclear-signaling-in-the-war-against-ukraine>.

¹³ Isabelle Falcon, « Officialisation de la nouvelle doctrine nucléaire russe », Observatoire de la dissuasion nucléaire, *Fondation pour la Recherche Stratégique*, décret du 19 novembre 2024, <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/officialisation-nouvelle-doctrine-nucleaire-russe-2024>.

Les dissuasions nucléaires otanienne et française ont vu leur crédibilité s'émousser face à une menace russe nucléaire renforcée

La seule façon d'éviter le chantage nucléaire est d'opposer à une menace nucléaire crédible, une autre menace nucléaire tout aussi crédible. Or, comme le souligne Alexander Mattelaer¹⁴, la guerre hybride menée par la Russie contre les pays européens depuis au moins 2016 démontre l'échec cuisant des dirigeants américains et plus encore européens à la dissuader de le faire.

C'est bien parce qu'elle s'est trouvée enhardie devant l'absence de réponse à ses provocations que la Russie a progressivement augmenté le nombre et l'intensité de celles-ci. Comme le dit l'ancien ministre de la Défense français, devenu Premier ministre, Sébastien Lecornu : « Ce n'est plus la paix. Ce n'est pas encore la guerre. C'est un état d'alerte permanent¹⁵. »

Si les dirigeants russes sont si confiants qu'ils peuvent mener leurs actions hybrides en toute impunité, répandre la peur parmi les peuples européens et accroître la pression sur leurs gouvernements, c'est bien parce qu'ils sont persuadés de leur capacité à mieux gérer l'escalade, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle, que l'OTAN.

Dans le scénario de Zilupe, la vraie question n'est pas de savoir ce que feront Trump et le président français, mais bien de savoir ce que pense Poutine de ce qu'ils feront, avant de lancer son attaque. Comme l'affirmait Thomas Schelling, grand théoricien de la « diplomatie de la violence » et prix Nobel d'économie : « la dissuasion repose sur ce que l'autre croit que vous ferez, pas sur ce que vous ferez réellement »¹⁶.

De ce point de vue, certains éléments factuels peuvent guider la réflexion.

Tout d'abord, il semble difficile d'imaginer que le président américain, après deux années de son mandat consacrées à vilipender l'OTAN et les Européens insoucieux de le soutenir lors de sa guerre contre l'Iran, se lance dans une escalade nucléaire contre la Russie de Poutine – avec qui il a toujours déclaré entretenir « d'excellentes relations ».

Par ailleurs, il semble tout aussi improbable que ce même président prenne le risque de perdre des soldats américains dans des combats au sol ou dans les airs pour défendre un pays, la

¹⁴ Alexander Mattelaer « Making Russia Fear Escalation Again », *The Hague Center for Strategic Studies*, 26 mars 2026, <https://hcss.nl/report/making-russia-fear-escalation-again/>.

¹⁵ Sébastien Lecornu, « Vers la guerre – La France face au réarmement du monde », (édition Plon 2024 revue et augmentée par l'auteur 2025), p. 18.

¹⁶ Schelling, Thomas C. *Stratégie du conflit*, *Oxford University Press*, 1960 (traduction française, éditions Cairn) p. 166 : « La menace, pour être efficace, ne dépend pas du fait que celui qui la formule ait moins à souffrir, en cas de mise en application, que celui qui est menacé, mais de la crédibilité que l'autre lui accorde ».

Lettonie, et une région, Zilupe, que l'immense majorité de ses concitoyens serait bien en peine de situer sur la carte du monde.

Dans ces conditions, le scénario de crise le plus probable est que Trump éviterait une guerre directe avec la Russie et, dans le meilleur des cas, soutiendrait l'OTAN de manière limitée sous la pression de l'État profond américain. Il pourrait même, selon toute vraisemblance, exploiter la crise pour affaiblir les Européens, en exigeant par exemple qu'ils augmentent encore leurs achats d'équipements militaires américains, et en menant des négociations en tête à tête avec Poutine pour trouver une issue à la crise. Ce scénario est d'autant plus tentant pour Poutine que si le président américain lâchait les Européens, ce serait alors le dernier clou dans le cercueil de l'OTAN¹⁷.

Pour ce qui est de la France, peut-on imaginer le nouveau président élu annoncer à ses concitoyens que les intérêts vitaux de la France sont menacés par une invasion d'une partie de la Lettonie ? C'est peut-être cela que voulait dire Donald Trump en rajoutant à la phrase selon laquelle l'OTAN est un « tigre de papier » ... « et Poutine le sait ». Tout laisse à penser au contraire qu'un président fraîchement élu opterait pour la plus grande prudence. Ce d'autant plus qu'une frappe conventionnelle contre la Russie pourrait déclencher une riposte nucléaire tactique ou stratégique du fait de l'évolution de la doctrine nucléaire russe. Il faut malheureusement admettre que la notion « d'intérêts vitaux » est une notion très intellectuelle et très française, difficile à comprendre par les autres Européens, sinon en creux de la « garantie positive américaine », et susceptible d'ouvrir un intervalle de crédibilité dans lequel pourrait se glisser un Vladimir Poutine.

Quant au Royaume-Uni, peut-il réellement se lancer dans une politique de dissuasion sans l'aval de l'allié américain, même si en coordination avec le partenaire français ?

La défense conventionnelle des États européens est encore faible

Sans l'appui des forces conventionnelles américaines, de leur capacité de commandement et de contrôle au sein de l'OTAN par l'intermédiaire du Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) et de tous les officiers américains du Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE), et surtout de leurs capacités de renseignement et de communication, les forces des États européens seraient bien en peine de résister à une *agression armée* russe comme celle décrite dans le scénario de Zilupe.

¹⁷ David Ignatius, « What would Trump do if Putin struck Europe? », *Washington Post*, 16 avril 2026 : <https://www.washingtonpost.com/opinions/2026/04/16/russia-putin-threat-europe-nato-raises-questions-about-trump/>.

Technologiquement et opérationnellement, les forces aériennes européennes sont supérieures à leurs homologues russes, du moins en théorie et si l'on ne prend pas en compte les drones aériens, domaine dans lequel les Russes nous surclassent désormais. Mais très inférieures en nombre¹⁸, ces forces européennes disposent-elles des munitions en quantité suffisante pour mener un conflit dans la durée ? Seraient-elles prêtes à se frotter aux forces aériennes russes et au système de défense anti-aérienne intégré russe qui tous deux ont subi des pertes significatives, mais qui restent opérationnels et toujours redoutables¹⁹ ? Est-ce que les Européens seraient seulement à même d'utiliser les structures de commandement otaniennes, telles que la base de *Ramstein*, pour conduire des opérations aériennes sans le concours actif des officiers américains ?

Quant aux combats terrestres, quel État européen accepterait autant de pertes en vies humaines que l'ont accepté l'Ukraine ou la Russie pour poursuivre leur guerre ?

À cela il faut ajouter que, après quatre années de guerre en Ukraine, la Russie a démontré sa capacité à contourner la défense anti-aérienne otanienne de trois manières au moins.

Le premier contournement est celui « par le bas » c'est-à-dire par la saturation de la défense anti-aérienne otanienne par des drones *low-cost* que la Russie est désormais capable de produire en masse et qui sont technologiquement plus avancés que les premiers modèles iraniens. Or l'on sait que la défense anti-aérienne européenne n'a toujours pas acquis « l'épaisseur » nécessaire pour faire face à des attaques saturantes et que sa capacité à produire des missiles anti-missiles efficaces, comme ceux de la famille Aster, reste limitée, même si elle s'est considérablement améliorée.

Le second contournement serait celui qui résulterait de l'utilisation de missiles balistiques à portée intermédiaire, tels que le missile Orechnik, dont le fonctionnement est désormais *combat proven* et qui possède la double caractéristique d'être mirvé (plusieurs têtes par missile) et dual (il peut emporter des têtes conventionnelles ou nucléaires). Or, l'expérience de la guerre contre l'Iran a montré l'impossibilité d'arrêter 100 % des missiles balistiques, même en possédant une défense anti-missile balistique perfectionnée (Israël et États-Unis) ce qui est loin d'être le cas des pays européens.

¹⁸ Malgré des pertes significatives, la flotte aérienne russe reste numériquement importante, avec environ 4 290 avions actifs en 2026, dont 1 524 chasseurs. En outre, la Russie continue de produire et de moderniser ses appareils, notamment les Su-35 et Su-30SM, qui restent des piliers de sa supériorité aérienne régionale : « Russian Air Force », *Global Military*, https://www.globalmilitary.net/air_forces/rus/.

¹⁹ Voir sur ce point l'étude très complète des colonels Adrien Goremans et Jean-Christophe Noël, « L'avenir de la supériorité aérienne – maîtriser le ciel en haute intensité », *Institut français des relations internationales* (IFRI), janvier 2025, https://www.ifri.org/sites/default/files/2025-01/ifri_gorremans_avenir_superiorite_aerienne_2025_0.pdf.

Enfin, le dernier contournement possible que l'on appellera « par le côté » est celui que sont susceptibles de réaliser les forces spéciales russes à partir de navires marchands, avec des drones armés ou des containers sur camions circulant en Europe. Ce type d'opérations, à l'instar de l'opération ukrainienne *spiderweb*, est tout à fait envisageable dans la profondeur du territoire européen. Le survol de sites stratégiques par des drones non identifiés, tels que l'usine de poudres et explosifs de Bergerac en France, l'île Longue, ou encore la base aérienne belge de Kleine-Brogel sur laquelle sont stockées des bombes nucléaires américaines, doivent être pris comme autant d'avertissements²⁰.

Ces différents types de contournement relativisent la supposée supériorité conventionnelle européenne dans le domaine aérien. En effet, l'un des piliers des stratégies militaires occidentales fortement liées à la supériorité aérienne dont nous disposons est la capacité à disposer d'une zone arrière non menacée par l'adversaire, dans laquelle les bases aériennes, les dépôts de carburant et de munitions, et les infrastructures logistiques complexes indispensables à l'exercice de la puissance aérienne peuvent fonctionner sans subir les attaques adverses. C'est en somme l'idée, héritée de l'époque des guerres expéditionnaires, que l'on pouvait bombarder tout le monde sans craindre d'être bombardé en retour. Or, la sanctuarisation des territoires européens – jusque et y compris des bases aériennes stratégiques – ne peut plus être considérée comme acquise et rien de suffisamment efficace ne semble avoir été fait pour parer à ce type de menaces.

Ne disposant ni de la supériorité technologique des Américains, ni prêts à payer le prix du sang comme les Ukrainiens ou les Russes, les États européens pris de vertige face au vide stratégique laissé par le départ américain pourraient être tentés de capituler.

Dans ce contexte, l'évolution de la doctrine nucléaire française de la « dissuasion avancée » pourrait-elle apporter un début de réponse ?

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE NUCLÉAIRE FRANÇAISE : UN DÉBUT DE RÉPONSE ?

Partant du constat que « nos concurrents ont évolué, nos partenaires aussi », le président de la République a annoncé dans son discours du 2 mars 2026 qu'il convenait de « renforcer notre

²⁰ Voir Pascal Dupont, « Survols de drones au-dessus de l'Europe : l'espace aérien sous tension », *Revue de la Défense Nationale*, 10 décembre 2025, <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-tribune.php?ctribune=1895>.

dissuasion nucléaire face à la combinaison des menaces » et de « penser notre stratégie de dissuasion dans la profondeur du territoire européen » dessinant ainsi deux axes d'efforts.

La « rehaussement de la posture française »

Le premier axe consiste pour la France à renforcer la crédibilité de sa propre dissuasion. C'est le « rehaussement de la posture », qui doit se faire en trois temps.

À court terme, il s'agit d'augmenter « l'épaulement conventionnel » des forces de dissuasion, c'est-à-dire leur capacité à percer la défense anti-aérienne russe et à protéger le territoire européen. C'est l'idée avancée par le président de la République selon laquelle « pour être forts dans notre dissuasion nucléaire, nous devons être forts dans nos capacités conventionnelles dans toutes leurs dimensions ». Trois types de systèmes d'armes sont concernés : la frappe dans la profondeur, l'alerte avancée et la défense anti-aérienne/anti-drones. Or, selon les mots du président, « les dernières années ont bien montré le manque criant de capacités d'épaulement en Europe ».

Cet épaulement conventionnel serait fourni à la France par ses partenaires européens (de la même façon qu'ils épaulent la dissuasion nucléaire américaine au sein de l'OTAN) en échange de l'absence de participation financière à la dissuasion nucléaire française, qui resterait sous la décision exclusive du président français, tout comme la décision d'emploi de l'arme nucléaire au sein de l'OTAN reste la décision finale du président américain.

Tout l'intérêt de cette évolution serait de renforcer la dissuasion nucléaire européenne au travers du renforcement des capacités conventionnelles en synergie entre partenaires européens et à coûts maîtrisés pour les uns comme pour les autres. La France n'aurait ainsi pas ou peu à payer l'augmentation des capacités conventionnelles nécessaires et les Européens n'auraient pas à payer la dissuasion française (sans même être obligés d'acheter des Rafale français).

Chacun contribuant au succès de l'ensemble, on peut ainsi envisager que certains pays renforcent les capacités qu'ils ont déjà comme la suppression des défenses adverses (SEAD) grâce à des armements, tels que les missiles antiradars, que la France ne possède plus, tandis que d'autres prendraient en charge la défense anti-aérienne.

À moyen terme, il s'agit pour la France d'augmenter le nombre de têtes nucléaires afin de pouvoir se doter de nouvelles capacités comme un escadron supplémentaire des forces aériennes stratégiques. Cette augmentation, qui prendra nécessairement un temps plus long, se fera de manière opaque afin de « couper court à toute spéculation ». C'est tout l'objet du programme Tritium.

Enfin, dans le long terme, c'est-à-dire d'ici dix à quinze ans, le rehaussement de la posture nucléaire de la France s'effectuera par le déploiement de nouveaux porteurs tels que les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de troisième génération et le système de combat aérien futur, ainsi que de nouveaux effecteurs tels que le missile M 51.4 pour les sous-marins et le futur missile hypersonique manœuvrant l'ASN4G (Air-Sol Nucléaire de 4^{ème} génération).

La « dissuasion avancée »

Le second axe d'évolution de la doctrine nucléaire française est ce que le président de la République a appelé la « dissuasion avancée ». Il s'agit d'une « démarche progressive » qui offre en tout premier lieu la possibilité pour les partenaires de participer aux exercices de la dissuasion, ce qui pourra « impliquer également du signalement, y compris au-delà de nos frontières strictes ou la participation conventionnelle de forces alliées à nos activités nucléaires ».

Elle pourra en second lieu prévoir le « déploiement de circonstances, d'éléments de forces stratégiques chez nos alliés ». Concrètement, les forces aériennes stratégiques françaises pourront se disséminer dans la profondeur du continent européen « à la manière d'un archipel de forces », « compliquant ainsi le calcul de nos adversaires » et renforçant la valeur de la dissuasion nationale.

Il s'agit bien là d'une évolution et non d'une révolution, car la dissuasion nucléaire française reste fondée sur ses deux principes traditionnels.

Le premier est qu'elle reste entièrement nationale tant dans le processus décisionnel – l'apanage du seul président de la République française – que dans sa mise en œuvre et son financement.

Le second est qu'elle reste fondée sur la notion d'intérêts vitaux (strictement) nationaux et n'apporte pas une garantie formelle de protection comme peut le faire, en théorie, la dissuasion américaine dans le cadre de l'OTAN. Si la France devait recourir à la dissuasion nucléaire dans un scénario du type de Zilupe, ce serait non pas pour protéger la Lettonie, ou en contrepartie du soutien que ce pays apporterait à la France dans le cadre de l'épaulement stratégique, mais bien parce que le président de la République française considérerait qu'il s'agit là d'une atteinte aux intérêts vitaux de la France... « dans leur dimension européenne ». La nuance est importante.

Cette évolution de la doctrine française viendrait en plus de la mission nucléaire de l'OTAN et non en substitution. Cependant il s'agit bien d'une avancée dans le sens d'une composante nucléaire pan-européenne. En effet, l'idée que les Européens puissent participer activement

à l'épaulement français leur donnera l'assurance qu'ils ne sont plus seulement spectateurs d'une garantie qui jusqu'à présent n'était que théorique, et uniquement en défense des intérêts français, mais qu'ils peuvent en devenir des acteurs indispensables. Ce pourrait être le début d'un authentique « couplage stratégique » entre puissances européennes volontaires et capables.

L'idée importante pour les militaires allemands, très attachés à la planification et à la prévisibilité, qu'ils puissent être associés à l'ensemble du dispositif au travers d'un « groupe de pilotage », va dans le bon sens ; de même que l'idée qu'en cas de crise, les armes nucléaires françaises puissent être dispersées sur leur propre sol.

Enfin, l'augmentation de l'arsenal nucléaire français, au-delà de sa valeur spécifiquement militaire, est de nature à rassurer psychologiquement tous ceux qui comptent les ogives comme les avions ou les chars de combat...

Pour une fois, cette évolution a été précédée par des discussions approfondies avec plusieurs partenaires européens et c'est, à l'issue de ces discussions, qu'un groupe de huit pays a manifesté un intérêt à s'engager dans des discussions avec la France, à savoir : la Suède et le Danemark, l'Allemagne et la Pologne, la Belgique et les Pays-Bas, la Grèce et bien sûr le Royaume-Uni. Se dessine ainsi une sorte d'Eurogroupe de défense de neuf pays que l'on pourrait appeler les *Nuclear Nine (NN)*.

Il faudra maintenant à cette doctrine nucléaire pan-européenne s'installer dans la durée. L'épreuve de vérité en sera la prochaine élection présidentielle française. Il faudra également aux dirigeants politiques européens mettre en œuvre les promesses de coopérations industrielles, à commencer par l'épineux programme du Système de combat aérien du futur (SCAF) qui est sensé - et ce depuis le lancement du programme - pouvoir emporter le futur missile nucléaire français, mais aussi sur les programmes mentionnés dans le cadre de l'épaulement stratégique à savoir la frappe dans la profondeur avec le programme ELSA (*European Long-Range Strike Approach*)²¹, l'alerte avancée avec JEWEL (*Joint Early Warning for a European Lookout*) ou encore dans le développement de projets à définir sur la défense anti-missiles balistiques, et bien sûr la défense aérienne élargie.

²¹ Un programme de missile sol-sol balistique conventionnel d'une portée d'au moins 2 500 km est prévu dans l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030. Il vise à renforcer la capacité de frappe dans la profondeur de la France. Un investissement d'un milliard d'euros est prévu dès 2026 pour ce programme, avec une entrée en service envisagée avant la fin de la prochaine décennie. Ce missile, appelé MBT (Missile Balistique Terrestre), serait développé par ArianeGroup et compléterait les capacités de frappe existantes (missiles Scalp, MdCN, etc.). Il serait conçu pour des frappes conventionnelles à très longue portée, avec une charge militaire adaptée à des cibles stratégiques.

CONCLUSION : « IL VAUT MIEUX PRENDRE LE CHANGEMENT PAR LA MAIN, AVANT QU'IL NE NOUS PRENNE PAR LA GORGE » (WINSTON CHURCHILL)

Le scénario de Zilupe a pour utilité de montrer qu'entre le délitement du lien transatlantique, qui émousse la crédibilité de la garantie nucléaire américaine, et des États européens encore incapables de se défendre conventionnellement, nous nous retrouvons dans un clair-obscur stratégique duquel pourrait surgir un Vladimir Poutine anxieux de se sortir de l'impasse ukrainienne.

C'est pourquoi, la défense européenne, au sens de défense de l'Europe par l'Europe et pour l'Europe, doit nécessairement intégrer une composante nucléaire spécifiquement européenne afin d'éviter tout chantage de la part de la Russie, mais aussi tout abus du protecteur américain.

Et c'est bien parce que la dissuasion nucléaire ne protège pas des attaques conventionnelles sous le seuil et encore moins des attaques hybrides qu'il faut impérativement que les États européens renforcent leur défense conventionnelle. Or cela ne peut pas se faire de façon désordonnée.

Pour que la défense européenne soit efficace il faut qu'elle soit coordonnée et pour qu'elle soit coordonnée, un certain degré de spécialisation et donc d'intégration entre forces européennes et non pas entre forces européennes et américaines est indispensable, comme le prévoyait le Traité sur l'Union européenne au travers de la coopération structurée permanente.

Incapables de se défendre « comme les Américains » (ce qui n'est ni possible, ni souhaitable) et ne voulant pas se battre comme les Russes ou les Ukrainiens (au prix de centaines de milliers de morts), les Européens doivent inventer leur propre façon de faire la guerre, qui ne sera pas la copie de celle qui se déroule sous nos yeux en Ukraine.

C'est tout cela à la fois que permet l'évolution de la doctrine nucléaire française. Si cette évolution était couronnée de succès, elle pourrait marquer le début d'une intégration par le haut, dont on voit bien que les États européens sont à la recherche, tâtonnant et proposant tous types de formats tels que celui de la coalition des volontaires, d'un « conseil européen de sécurité », d'une « Union européenne de défense » ou encore celui d'un insaisissable « pilier européen de l'OTAN ». Pour l'instant ce n'est, selon la jolie formule de Louis Gautier,

qu'un « horizon d'attente »²². Mais au-delà de cet horizon, se dessine un avenir plus sûr. Aux Européens de le rendre possible.

ÉPILOGUE

Dans les jours suivant l'invasion de la Lettonie, le président de la République française envoie l'escadron de chasse 2/4 « La Fayette » basé à Istres et porteur du missile nucléaire ASMPA-R sur la base polonaise de Lask en Pologne centrale. Cette base est moderne et bien équipée. Elle a été adaptée pour le déploiement de Rafale au début de l'hiver 2026.

Le ministre de la Défense allemand et le chancelier fédéral ont fait voter en urgence une résolution par le Bundestag permettant le déploiement de l'escadre de combat (Kampfgeschwader) 51 KG « Immelmann », basée à Schleswig-Jagel, sur la base polonaise de Malbork située à une centaine de kilomètres de l'enclave de Kaliningrad. Ses avions Tornado ECR sont équipés de missiles antiradar AGM-88 HARM et leurs pilotes sont spécialement entraînés à la suppression des défenses ennemies. Ces avions devaient être retirés fin 2025, mais ils ont été maintenus en service dans l'attente des F-35 A commandés aux États-Unis. Ils étaient en train de s'entraîner avec l'escadron de chasse français 1/4 Gascogne dans un exercice de raid nucléaire Poker, conjointement avec des avions ravitailleurs KC-767 de l'*Aeronautica militare italiana*.

Le Premier ministre britannique a annoncé le départ sans délai d'un deuxième sous-marin nucléaire lanceur d'engin, le Vigilant, en sus de celui déjà à la mer. Par ailleurs il envoie dix avions de combat F-35 B du porte-avions Queen Elisabeth sur la base aérienne polonaise de Powidz. Cette base est stratégique pour sa position centrale et sa capacité d'accueil de troupes et de matériel, notamment un dépôt de l'US Army Europe. Ils y sont rejoints par deux escadrons de la Force aérienne royale néerlandaise équipés de F-35 A basés à Volkel et qui participaient eux aussi à l'exercice Poker français. Le CAOC (Combined Air Operations Center) de Lyon Mont-Verdun assure la planification et la conduite des opérations aériennes.

Une frégate belge et une frégate danoise, qui étaient en patrouille dans la mer Baltique, mouillent des mines devant le port de Kaliningrad. Des sous-marins suédois font route vers Saint-Pétersbourg. L'armée polonaise, forte de 250 000 hommes, envoie la 11^{ème} division de

²² Louis Gautier, « Dissuasion nucléaire française : après le discours d'Emmanuel Macron à l'île Longue, « la balle est dans le camp de nos alliés européens », *Le Monde*, 3 mars 2026, https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/03/dissuasion-nucleaire-francaise-apres-le-discours-d-emmanuel-macron-a-l-ile-longue-la-balle-est-dans-le-camp-de-nos-allies-europeens_6669386_3232.html.

cavalerie blindée en Lituanie. La Finlande et la Suède mobilisent leurs troupes. Les forces aériennes finlandaises, norvégiennes et françaises frappent durement les troupes russes présentes sur le sol européen, leur infligeant de lourdes pertes. Les forces canadiennes et lettones résistent vaillamment devant Riga.

Les États européens délivrent un ultimatum à Vladimir Poutine lui enjoignant de retirer sans délai ses troupes de Lettonie. Le président français, fort du soutien de ses alliés européens impliqués dans l'épaulement stratégique, se déclare prêt à lancer un ultime avertissement.

Poutine accepte des pourparlers, mais uniquement avec Donald Trump. Donald Trump déclare qu'il est le seul capable d'obtenir un bon deal et envoie ses émissaires à Moscou. Outre la fin de l'aide militaire et financière européenne à l'Ukraine, Poutine réitère sa demande que celle-ci cède à la Russie la totalité du Donbass, devienne neutre et retire ses troupes du front, en contrepartie de quoi, il pourrait accepter de se retirer de la Lettonie.

Mais les Européens concernés refusent la médiation de Trump et exigent des négociations directes avec le président russe tout en maintenant leur ultimatum. Un nouveau chapitre de l'histoire européenne est en train de s'écrire.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
EUROPE,
UNION EUROPÉENNE,
OTAN



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRISup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.